



Extrait du UJFP

<https://www.ujfp.org/spip.php?article2105>

COLONISATION ISRAELIENNE, DIVISION DES PARTIS POLITIQUES PALESTINIENS.

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -
Date de mise en ligne : mercredi 18 janvier 2012

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Notes sur l'actualité proche-orientale

Israël intensifie sa colonisation de la Palestine et continue régulièrement les bombardements criminels à Gaza, en totale contradiction avec les injonctions plus ou moins hypocrites de la « communauté internationale ». Dans un contexte de crise mondiale et de montée des égoïsmes nationaux, les discours du gouvernement israélien se font de plus en plus agressifs envers les peuples arabes et iranien. Une guerre des pays occidentaux contre l'Iran serait suicidaire, ce pays étant assuré du soutien de la Russie et de la Chine, dont les budgets militaires augmentent considérablement d'année en année.

Du côté des partis politiques palestiniens, la division perdure, contrairement à l'espoir soulevé il y a quelques mois au Caire. Le Hamas et le Fatah - mis sous pression par la jeunesse palestinienne qui avait pris les rues et les places, et par la révolte des peuples qui affaiblit leurs alliés respectifs - y avaient en effet promis de mettre fin à la division entre Gaza et la Cisjordanie. Les causes de l'échec qui semble se profiler sont multiples. Un désaccord sur la nature du gouvernement est mis en avant par les deux partis. Le Hamas, qui règne sur Gaza, prône un gouvernement d' « union nationale », regroupant des personnalités des différents partis politiques. Ce gouvernement ne pourrait cependant pas comprendre Salam Fayad, l'actuel premier ministre, qui est vu par les dirigeants du Hamas comme le symbole des compromissions de l'Autorité Palestinienne (« coopération sécuritaire » avec Israël, négociations sur les frontières et le droit au retour, etc). Quant à eux, les dirigeants du Fatah répètent que le Hamas n'a pas compris l'objet de la réconciliation : la constitution d'un « gouvernement technocratique » ayant pour tâche de gérer les territoires palestiniens et leur population, dans l'attente de jours meilleurs, et non la constitution politique d'un « gouvernement d'union nationale ».

Par ailleurs, les deux partis s'accusent mutuellement d'avoir des intérêts les empêchant de faire aboutir les négociations liées à la réconciliation. Khaled Mechaal, chef du Hamas en exil à Damas et grand artisan de l'accord du Caire, serait en désaccord avec les chefs du Hamas en Palestine, ces derniers voulant garder leur influence sur la population de la Bande de Gaza. Le Hamas est aussi soumis aux pressions du Hezbollah libanais et du gouvernement iranien. De son côté, le Fatah serait trop occupé à son projet de reconnaissance de l'Autorité Palestinienne en tant qu'État, cela afin de sauver son image autant que sa bureaucratie.

PLURALITE DES RESISTANCES.

Si les inconvénients de cette division paraissent évidents d'un point de vue institutionnel, ils n'empêchent cependant pas un certain nombre de convergences dans les oppositions à l'occupant israélien. La capture par le Hamas du sergent major Guilad Shalit et sa séquestration pendant cinq ans a récemment permis la libération de mille prisonniers palestiniens. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne, a été obligé de se réjouir de l'évènement. Celui-ci est allé jusqu'à saluer lors d'une interview donnée à la télévision égyptienne le savoir faire du Hamas, qui a réussi à cacher le soldat pendant cinq ans sur un territoire aussi petit que celui de la Bande de Gaza. Ces déclarations ont bien sûr créé la polémique en Israël.

Nous devons aussi analyser les nombreuses cyber-attaques très coordonnées menées par des pirates informatiques contre les intérêts économiques israéliens, autant qu'à l'encontre des institutions de l'Etat. Qualifiés de « terroristes » par le gouvernement israéliens, ces groupes ont, ce lundi 16 janvier, réussi à mettre hors service les sites officiels de la Bourse de Tel-Aviv et de la compagnie aérienne El Al. Depuis deux semaines, plusieurs sites de propagande ou institutionnels avaient été attaqués, et de nombreuses coordonnées bancaires révélées. Comme les tunisiens qui avaient attaqué les réseaux de la police au coeur de la répression de Ben Ali, les égyptiens qui avaient publié les preuves des exactions de l'armée de Moubarak, les auteurs de ces piratages montrent que les débats et pratiques traversant les mouvements de « hackers » possèdent une réelle dimension révolutionnaire. Sans surestimer les effets de telles actions, au moment où le Pouvoir tend à se résumer à un agencement de dispositifs articulés en

réseaux, que les flux de la puissance israélienne soient coupés est on ne peut plus encourageant. Le parallèle avec la guerre moderne (qui n'a pas pour but de détruire l'ennemi mais de l'isoler et de briser les liens) est évident. Enfin, chacun notera que partout dans le monde, les révoltes en cours poursuivent le double objectif de fédérer le plus largement possible tout en attaquant le Pouvoir en différents endroits. Il y a vingt-cinq ans, Michel Foucault écrivait déjà dans *La volonté de savoir* que « c'est sans doute le codage stratégique [des] points de résistance qui rend possible une révolution, un peu comme l'État repose sur l'intégration institutionnelle des rapports de pouvoir. ». Cela est d'autant plus vrai lorsque le pouvoir fonctionne à flux tendus ...